

Messali Hadj et Ferhat Abbas par Benjamin Stora et Zakya Daoud dans leur livre: Ferhat Abbas une Utopie Algérienne (Pages 81-85)

L'étoile nord par l'intermédiaire du Dr. Benslimane (ami de l'intellectuel musulman Malek Bennabi), était intervenu le jeudi 28 mai au club du Faubourg de Paris. Le parti de Messali Hadj avait exposé son point de vue, l'indépendance inévitable, et critiqué sévèrement celui des élus, particulièrement le Dr Bendjelloul (Abbas avait été épargné par les «étoilistes»). L'heure est à l'euphorie. C'était compter sans les colons qui se mobilisent et constituent un comité de défense : «20 000 électeurs musulmans en 1936, disent-ils, 40 000 en 1940. Ou va-t-on?» Gabriel Abbo écrira plus tard, avec le plus grand cynisme «En 1936, j'ai saboté le projet Blum-Viollette et le gouvernement a capitulé devant moi... plus on donne aux Arabes et plus ils en réclament. Croyez-moi, je sais comment les mater.»

Abbas et Messali: Au cours d'une mémorable discussion qui dura plusieurs heures, le 23 juillet 1936, rue Sainte-Beuve à Paris, Abdelhamid Ben Badis, Ferhat Abbas et Messali Hadj mirent leurs idées à nu. On y entendit la subtilité des arguments de Ben Badis, l'insistance d'Abbas pour des réformes, la conviction de Messali pour l'indépendance. Ce dernier leur reprocha, vivement, d'avoir demandé le rattachement de l'Algérie à la France. Abbas et Ben Badis répondirent que «c'était une bonne politique, seul moyen de permettre aux Algériens de bénéficier des droits français. Seul Ben Badis reconnu, après avoir été éclairé sur la signification du rattachement, avoir rejeté cela et a pu se dissocier du groupe à partir de ce moment (ce qui a été d'ailleurs à l'origine de la séparation de Ben Badis et Oqbi)».

Messali Hadj, dans ses mémoires, relate de la sorte cet entretien: «Tout cela fut lamentable, car les congressistes étaient d'accord pour une politique d'abdication. Mes amis et moi sommes revenus plusieurs fois sur ces problèmes en les combattant, avec beaucoup de délicatesse et de respect pour les membres de la délégation du Congrès musulman. Dans le feu de la discussion, certains membres de la délégation du fameux Congrès sont allés jusqu'à dire que l'Algérie n'a jamais eu d'indépendance. «Ceux qui ont avancé ce gros mensonge étaient des avocats, des médecins, des pharmaciens. Nous avons répondu, preuves en main, à ces intellectuels que l'Algérie a eu son indépendance, et que, en plus, elle a appartenu à l'empire arabe et l'Empire ottoman.» l'allusion est claire, le propos vise Ferhat Abbas, «le pharmacien», l'inexistence de la nation algérienne dans l'histoire. Messali se dresse face à Abbas, et les discussions, les affrontements entre les deux hommes vont durablement marquer la scène politique algérienne pendant de longues années. ils seront écartés, l'un et l'autre, de la vie politique après 1962. Les deux hommes sont enflammés par la même indignation contre la dégradation de l'Algérien musulman. Tous deux inspirés par la même vision d'une société libérée, qui pourrait au moins résoudre la question de l'identité algérienne. Tous deux, enfin, sont poussés à agir par conscience et par courage.

Pratiquement du même âge que Ferhat Abbas, Messali Hadj (de son vrai nom Ahmed Mesli), né en 1898 à Tlemcen, situe clairement son combat politique pour l'indépendance avec la création de l'Étoile nord-africaine en 1926, franchement ancré à gauche. Organisateur infatigable, tribun puissant, Messali s'impose vite comme la figure principale de l'indépendantisme algérien. Son discours du 2 août 1936, au stade d'Alger, face au Congrès musulman, où il déclare : «cette terre est à nous, nous ne la vendrons à personne», lui vaudra une grande popularité dans la jeunesse musulmane algérienne. Les deux hommes se rencontrent une première fois, en 1930 à Paris, rue Monsieur-le-Prince, dans le café hôtel tenu par Ahmed Belghoul. Ils discutent, bien sûr, de l'avenir de l'Algérie. On n'a pas conservé trace des paroles qu'ils échangèrent. Mais on peut supposer, à la lecture d'un rapport de police établi en 1934, que l'échange fut particulièrement fructueux: «Le seul nom assez connu, qui figure sur la liste des abonnés du journal de l'Étoile, est celui de l'ancien président de l'Association des étudiants, Ferhat Abbas. Celui-ci, après avoir exposé dans un livre intitulé

Le Jeune Algérien une thèse réformatrice dans laquelle il préconisait l'évolution des musulmans nord-africains dans le cadre de "la France, leur patrie", écrivait-il alors, paraît s'être orienté vers des doctrines purement nationalistes. À cet égard, les encouragements qu'il a prodigués à Messali Hadj, et dont celui-ci se vante volontiers, sont suffisamment démonstratifs. Messali et lui sont, au surplus, en permanente correspondance.» Nous savons ce que les observations policières valent à propos du «nationalisme» de Ferhat Abbas toute marque d'affirmation d'une solidarité effective avec les indigènes musulmans est interprétée par le pouvoir colonial comme prise de distance, donc «nationalisme». Dès le début des années 30, les deux hommes ont pourtant des conceptions différentes, même s'ils évoluent avec les mêmes référents culturels ou religieux. Ferhat Abbas en appelle à la puissance de l'idéal comme moteur de l'homme et créateur de l'histoire. Il ne cherche pas à séparer, mais à fusionner, à reconcilier principes républicains et formulations religieuses égalitaristes, l'impersonnel universalisme des Lumières et l'aspiration individuelle à l'identité. La pensée des nationalistes de l'Étoile demeure pour lui trop déterministe - reprendre la marche, un temps interrompue par l'arrivée coloniale, d'une nation déjà constituée - pour qu'il accepte de s'y laisser enfermer. Plus tard, lorsque au cours des années se sera éteint son optimisme du début, il adoptera, à l'égard de la démocratie politique en situation coloniale, une attitude moins lyrique. Mais pour le moment, il insiste, à la différence de Messali, sur le recours à la politique électorale, plaide pour la conquête de droits et l'élargissement de la représentation des indigènes. Il n'a qu'à puiser dans son expérience personnelle pour se rendre compte que l'élite musulmane a besoin d'influence électorale pour faire reconnaître sa cause, peser auprès des pouvoirs et, peut-être, émerger comme contre-pouvoir. Tenir la rue ne suffit pas. Les blocages coloniaux sont encore trop forts. De son côté, Messali Hadj est imprégné de socialisme marxiste (il a été, un court moment, adhérent du PCF en 1925-26), et gagné au nationalisme arabe par l'émir Chakib Arslan, rencontré dans son exil à Genève en 1935. Il voit dans la démarche de Ferhat Abbas un illusoire appel à une moralité, sans effet pratique. Il y trouve les préoccupations d'une élite seulement animée par le problème de la justice, dans une société injuste. Il craint que cet idéalisme ne conduise qu'à des compromis politiques, pouvant se transformer en compromissions, et se traduisant par des réformes inconséquentes. L'indépendance, affirme-t-il toujours, est déterminée par une longue histoire, modelée par elle. Au cours des années suivantes, en particulier après 1942, alors que son expérience s'élargira et que s'approfondira son analyse de la société algérienne, Ferhat Abbas se rapprochera de Messali Hadj. Mais il n'abandonnera jamais sa vision républicaine d'origine. En fait, les deux hommes, par leurs conditions sociales, sont entrés différemment en politique. Fils de caïd, la trajectoire de Ferhat Abbas exprime la situation de l'intellectuel musulman, en situation coloniale, influencée par le modèle culturel européen. Situation que recèle de multiples possibles. Elle peut contraindre à l'impasse. Elle porte aussi les potentialités d'une rupture, si l'intellectuel reconnaît son destin dans celui de son peuple. Ce sera le cas de Ferhat Abbas, qui, fortement marqué par le socialisme humaniste tradition jaoussienne, croit en «89», et la mise en contradiction entre «les deux France» (républicaine ou coloniale). Cette conception des deux France, coloniale et injuste d'un côté républicaine et démocratique de l'autre, est rejetée dans les milieux politiques de l'immigration ouvrière algérienne. Les Algériens d'origine paysanne devenus ouvriers entrent en politique par l'intermédiaire du PCF dans les années 20. Le transfert, momentanément, sur le communisme permet la mobilisation d'une passion nationale. Ce déracinement n'affaiblit pas le nationalisme naissant, mais l'enracine dans le présent, lui donne des enjeux politiques nouveaux comme autant de promesses encore confuses. C'est par la révolution russe de 1917 que s'établit le lien d'identité logique avec 1789. Cette filiation, qui s'accompagne d'une critique de la «démocratie bourgeoise», peut combattre le discours sur la «mission civilisatrice de la France» comme poursuite de 1789. C'est pourquoi, dès les années 30, Messali Hadj, leader de l'ENA pratique une autre lecture de

1789 et des «deux France». Il y a dans l'acceptation du terme «89» quelque chose qui correspond à son vécu historique: rencontre avec le PCF dans l'immigration, imprégnation d'un Islam populaire à base de milénarisme, de ruptures. La Révolution française est perçue surtout comme ébranlement initial annonciatrice de la nation retrouvée. Cette conception permet de systématiser l'idée d'une coupure radicale entre un «avant» et un «après». Le système colonial («l'Ancien Régime») engendre un royaume de sujets, la nouvelle société algérienne établira une nation de citoyens. L'«ancienne société» est celle du privilège pour quelques-uns, la révolution indépendantiste doit fonder l'égalité. Ainsi se constitue une idéologie de la rupture radicale avec le présent colonial. Messali écrit en 1936: «Il faut remplacer les Délégations financières par un Parlement algérien. À ce moment-la seulement, tous pourront dire que justice nous est rendue, car de la sorte nous participerons effectivement aux affaires de notre pays, et ce jour-la nous dirons que la France démocratique de 1789, de 1848 aura réalisé une oeuvre civilisatrice en affranchissant le peuple algérien de l'exploitation, de la servitude de l'injustice.» «89» par «17», ce témoignage d'ouverture et d'emprunt à une certaine gauche de la société française, ne doit pas masquer le fait que dans les milieux immigrés de l'Étoile, le modèle soviétique déçoit et irrite, voit son prestige s'atténuer très vite. Le discours communiste devenant extérieur au paysan déraciné, en particulier par le handicap de l'athéisme, l'épopée de «89», de son côté, ne peut se concevoir comme récit d'identité. Messali, Abbas : des entrées différentes en politique, et des approches opposées sur le fonctionnement culturel, les rapports à la France. Pour autant, ils se rejoignent sur bien des aspects. Messali Hadj est tenté, comme Ferhat Abbas, de «jouer» sur l'instrumentalisation de la République. Il dit, en 1934, dans un meeting: «Sommes-nous français ou étrangers ? Nous le demandons au gouvernement, et Il faudra qu'il nous réponde. Élevons-nous contre ces lois d'exception qui s'appellent lois antidémocratiques et qui nous rendent, nous, indigènes, des esclaves du capitalisme français.» Ils se rejoignent, également, sur la fabrication d'un discours d'identité, récit des origines d'un monde, fondé sur l'Islam. Ferhat Abbas, dans ses Mémoires, dira ce qu'était sa démarche : «L'Etat, la Nation, la Société, les lois ne l'improvisent pas, ni ne se copient sur le voisin. Ils sortent des entrailles du peuple comme l'enfant de celle de la mère. C'est la culture, la terre et la nature de l'homme qui forgent et conditionnent les institutions d'un pays.» Abbas, Messali : la façon d'aborder différemment le problème de leur pays restera décisive dans le mouvement nationaliste algérien. Les différences d'humeur, de ton, d'attitude devant les faits ne disparaîtront pas. Pour l'heure, ces années d'éveil du combat sont dures pour les hommes politiques algériens de l'entre-deux-guerres. Les milieux conservateurs coloniaux cherchent à les isoler, à restreindre leur liberté d'action. Et font avorter tout projet de réforme.